

de base. Si la diversification industrielle peut contribuer à éviter que l'économie ne soit tributaire des recettes d'exportation d'un seul ou de quelques produits de base, le processus est néanmoins complexe et repose sur un accès plus sûr aux ressources financières, à la technologie et aux marchés ainsi que sur une gestion astucieuse des choix difficiles. Il s'agit d'un processus à long terme qui exigera des mises au point.

Au cours des cinq dernières années, l'écart dans la disponibilité du financement s'est élargi de façon dramatique et dangereuse. Plus particulièrement, la majoration du prix du pétrole a eu, sur la situation financière des pays en développement, un impact qui a entraîné des dislocations sérieuses. En pareille situation, le recyclage sans heurts des recettes pétrolières sera à l'avantage tant des importateurs que des exportateurs de pétrole. Dans le cadre de ce processus, je crois que nous devrions encourager l'adaptation des institutions de prêt internationales aux besoins des exportateurs et des importateurs de pétrole. Nous pourrions explorer de nouvelles avenues, si nécessaire. C'est ainsi que nous pourrions envisager sérieusement de modifier le rapport entre les capitaux d'emprunts et les capitaux propres de la Banque mondiale de manière à lui permettre de mobiliser des ressources additionnelles tout en maintenant son niveau actuel de capital.

En nous attachant à l'adaptation de ces institutions internationales aux nouveaux besoins, nous ne devrions pas pour autant négliger le rôle vital que ces institutions sont déjà en mesure de jouer. Il est encourageant de constater que le FMI (Fonds monétaire international) participe dans une plus large mesure au processus de recyclage. Ce développement est important et pourrait devenir crucial pour tous les pays qui ont de sérieux problèmes de déficit, et plus particulièrement les pays en développement. La souplesse accrue dont le Fonds a fait montre récemment, notamment en relâchant les limites de crédit et en élargissant la période d'ajustement, est digne de mention. Ces mesures, combinées au resserrement de la coordination entre la Banque mondiale et le Fonds au chapitre des programmes destinés à aider les pays aux prises avec de sérieux problèmes de balance des paiements, sont des initiatives que le Canada cherchera à promouvoir.

Nous devons également intensifier le processus de consultation entre exportateurs et importateurs de pétrole. Nous pouvons comprendre pourquoi les pays exportateurs ne veulent pas prendre d'engagements à long terme quant aux approvisionnements pétroliers sans recevoir en contrepartie des assurances qui leur permettent de résoudre leurs propres problèmes économiques et financiers. Mais il nous faut continuer de chercher des méthodes permettant d'améliorer la prévisibilité de notre système, faute de quoi il cessera de fonctionner. Parallèlement, nous devons redoubler d'efforts dans notre recherche de sources nouvelles et alternatives d'énergie, et plus particulièrement de sources renouvelables.

L'accès aux techniques, associé au financement et aux ressources humaines, est l'un des outils fondamentaux de développement. Mais ce partage de la technologie doit s'accompagner d'une recherche d'approches davantage imaginatives. La coopération, à l'échelle bilatérale, trilatérale ou régionale est prometteuse. L'expérience du Canada, à cet égard peut intéresser les pays du tiers monde, puisqu'il est à la fois importateur de techniques et pays hôte de sociétés transnationales dans ce domaine. Mon pays espère